

# Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères des pays du Triangle de Weimar sur la Géorgie (10 octobre 2024)

Nous, ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar, réaffirmons notre soutien aux aspirations démocratiques et européennes de l'écrasante majorité de la population géorgienne.

Nous déplorons les actions du gouvernement géorgien qui ont mené à une interruption de fait du processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne, comme l'a déclaré le Conseil européen le 27 juin, représentant les chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne.

La tendance négative n'a fait qu'empirer depuis lors, avec des menaces inquiétantes de répression, l'entrée en vigueur de la loi dite « sur la transparence » – qui stigmatise les ONG recevant plus de 20% de leur financement de l'étranger et les désigne comme servant les intérêts d'une puissance étrangère –, les amendements législatifs récemment adoptés qui restreignent les droits des personnes LGBT+, ainsi que des attaques contre des organisations de la société civile et des journalistes indépendants.

En outre, nous notons avec une inquiétude croissante le renforcement de la rhétorique agressive à l'égard de l'UE et de ses États membres. L'Union européenne ne tolérera pas que les autorités géorgiennes diffusent des discours mensongers au sujet des positions et des politiques européennes.

Nous réitérons notre appel au gouvernement géorgien à revenir sur sa ligne de conduite actuelle. L'étendue et la profondeur des relations et de la coopération entre l'Union européenne et la Géorgie sont en jeu.

Nous attendons des autorités géorgiennes qu'elles veillent à ce que les prochaines élections en Géorgie soient libres et équitables et se conforment aux recommandations formulées par le BIDDH de l'OSCE, notamment en ce qui concerne la capacité à mener une campagne électorale de manière libre et sûre.

Nous espérons que le gouvernement géorgien s'engagera à nouveau en faveur de la mise en œuvre des réformes prioritaires définies par le statut de candidat à l'Union européenne du pays. Nous sommes prêts à continuer à soutenir la société géorgienne dans son cheminement vers un avenir européen. Notre main reste tendue.

Nous restons déterminés à renforcer et soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Quelle / Source / Źródło: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/georgie/evenements/article/declaration-conjointe-des-ministres-des-affaires-etrangeres-des-pays-du> (Accessed 15 November 2024)